

# LE PEUPLE OUBLIÉ

---

---

**Au Liban, depuis 1948, une importante diaspora palestinienne (près de quatre-cent-mille individus), regroupée dans une douzaine de camps installés à la périphérie des principales agglomérations, ainsi qu'autour d'une quinzaine d'abcès de fixation disséminés à travers tout le pays, tente désespérément de survivre et d'affirmer son identité. Cette population particulièrement jeune et paupérisée, véritablement ghettoïsée, doit faire face au surpeuplement ainsi qu'à une situation sanitaire désastreuse, en plus d'être victime de lois libanaises qui la privent de ses droits à la citoyenneté, à l'éducation, au logement, au travail et à certaines libertés individuelles et collectives. Ce régime discriminatoire n'a visiblement d'autres buts que de dégrader les conditions d'existence des réfugiés palestiniens en vue de les inciter au départ. L'intégration des exilés palestiniens, sachant qu'ils sont majoritairement de confession sunnite, fait craindre à la société libanaise multicommunautaire l'effondrement du fragile équilibre installé entre les groupes religieux, chrétiens et musulmans, qui tiennent les rênes d'un pays disloqué par quinze années de guerre civile.**

---

*PAR FRÉDÉRIC LOORE*

La pluie ne cesse de tomber. Obsédante, chronique. Une joyeuse marmaille, hilare et dépenaillée, s'amuse à nous tendre des embuscades le long du défilé d'arrière-cours que nous empruntons escortés de chats efflanqués. Armés de fusils-mitrailleurs étonnamment réalistes bien que factices, nos assaillants en culottes courtes miment les attitudes guerrières maintes fois observées chez leurs aînés. Au terme d'un dédale de venelles poisseuses, nous débouchons sur une terrasse d'où il est possible d'embrasser du regard une partie du camp. « Douze-mille personnes environ vivent ici », indique notre guide, Wafic el-Hawari, Libanais et militant des droits de l'homme. Le panorama qui s'offre à nous est sinistre : des immeubles ruinés, bord à bord avec de véritables tanières aménagées autour d'un indescriptible amas de

## RÉFUGIÉS PALESTINIENS DU LIBAN

ferraille et de débris en tous genres, paraissent dériver lentement, tels des rafiots calamiteux sur un océan d'ordures. Dans les rues fangeuses encombrées de voitures bonnes pour la casse, reflue une houle de passants crottés, d'adolescents désœuvrés, de marchands ambulants et d'échoppes en pagaille...

Sabra et Chatila est un cloaque. Ces deux noms écrits en lettres de sang dans les annales du conflit israélo-arabe désignent un seul et même camp de réfugiés palestiniens, dans Beyrouth-Ouest, la ville martyre du Liban. C'est ici, il y a vingt ans, que les massacres de sinistre mémoire ont été perpétrés. Depuis 1948, début de l'exode, la majeure partie de la diaspora palestinienne du Liban s'y est installée, entre vie et survie, ainsi que dans onze autres camps établis à la périphérie des principales villes du pays (Saïda, Tyr, Tripoli, Baalbek, etc.), pour former ce qui s'apparente à une ceinture de misère. Par ailleurs, les Palestiniens, au nombre de 383 000 selon les derniers chiffres de l'Unrwa (United Nations Refugees Work Aid) — soit plus de 10 % de la population libanaise —, se sont également regroupés autour d'une quinzaine d'abcès de fixation disséminés à travers tout le Liban.

### CINQUANTE-QUATRE ANS AU FOND D'UN CUL-DE-BASSE-FOSSE

Particularité, seul Sabra et Chatila n'est pas enserré dans l'étau des *check-points* de l'armée libanaise mis en place pour contenir le développement des structures de l'O.L.P. « C'est propre à Beyrouth et cela tient au fait qu'il n'y a pas de postes armés palestiniens à l'intérieur. Il n'empêche, la sécurité libanaise et le renseignement syrien y exercent un contrôle strict », explique Wafic el-Hawari. Partout ailleurs, c'est un véritable cordon sanitaire qui entoure les enclaves palestiniennes et a pour effet de renforcer ce que d'aucuns qualifient d'État dans l'État. Pour le reste, Sabra est à l'image des autres camps. Même si l'aide locale et étrangère, en plus d'un sens inné de la débrouille, permet aux réfugiés de lutter pied à pied contre la ghettoïsation, tous les ingrédients du cocktail mortifère qu'on tente de leur faire ingurgiter sont réunis: surpeuplement, pauvreté endémique, chômage galopant, situation sanitaire épouvantable, réseaux d'enseignement déficitaires... Tout cela aggravé par une série de lois qui frustrent les Palestiniens de leurs droits à la citoyenneté libanaise, au logement, à l'éducation, au travail et à certaines libertés individuelles et collectives. Ils sont en outre confrontés à des conditions restrictives pour l'obtention de visas d'entrée et de sortie. Instauré peu à peu par le gouvernement libanais au lendemain de la guerre qui a ravagé le pays de 1975 à 1990, ce régime discriminatoire — sous prétexte de préserver leur « droit au retour en Palestine » — n'a d'autres buts que de dégrader les conditions d'existence des réfugiés en vue de les inciter au départ. « On ne vit pas ici, on survit... », nous confie un vendeur de rue dont l'échoppe est échouée à proximité d'un tas d'immondices. « Les Libanais nous tiennent pour responsables du déclenchement de la guerre civile et ils nous le font payer. Voyez notre environnement: pas d'eau potable ni de système d'égout! Sans parler de nos logements insa-

## RÉFUGIÉS PALESTINIENS DU LIBAN

lubres, des petits boulots qui ne rapportent rien et des écoles où nos enfants ne sont pas admis. Croyez-moi, nous n'avons pas d'avenir dans ce pays... » Songer que des tribulations d'hommes, de femmes et d'enfants subsistent malgré tout dans ce cul-de-basse-fosse depuis cinquante-quatre ans est à peine concevable. Un peu comme si cette réalité avait été gommée de la mémoire collective. « À Sabra ou ailleurs au Liban, chaque camp est un trou noir... », commente Jean-Christophe Saint-Esteben, un Français rencontré sur le terrain, qui en a pourtant vu d'autres. Membre d'une O.N.G. espagnole, sa pratique journalière des camps lui fait dire que « c'est pire qu'en Syrie ou en Jordanie et plus difficile que dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie. La plupart du temps, les gens l'ignorent. Les Palestiniens qui y vivent sont tout simplement oubliés ».

**EIN-EL-HILWEH:  
UN CHAUDRON PRÊT À EXPLOSER**

Saïda, le chef-lieu bigarré du Liban-Sud, étire ses faubourgs parmi les orangeaies. Le camp d'Ein-el-Hilweh se situe à la sortie de la ville. C'est le plus important du pays des cèdres : quarante-cinq-mille réfugiés y sont entassés. Avant même d'y pénétrer, sa rumeur nous parvient. Sur la route obstruée par des chicanes, la file des voitures s'allonge devant le *ckeckpoint*. Des militaires libanais, l'arme en bandoulière, vérifient les identités et inspectent soigneusement chaque véhicule. « Ils cherchent des matériaux de construction... », observe le guide. Les règlements imposés par les autorités interdisent en effet toute extension horizontale des camps. Mais, en pratique, la construction en hauteur est aussi rendue difficile du fait de l'embargo sur les matériaux. Sans cesse réduit, l'espace vital accordé aux réfugiés ne suffit plus à endiguer la croissance démographique de l'ordre de 3,3 % en moyenne par an.

Un second poste de garde barre l'entrée principale d'Ein-el-Hilweh. Un membre du Fatah — le parti de Yasser Arafat — pointe le canon de son kalachnikov sous la moustache du chauffeur. Un salut distrait libère le passage. Dans les rues défoncées, on rencontre partout le même bouillonnement. Lorsque nous quitterons cet endroit, nous emporterons avec nous le souvenir de sa fièvre et de ses pestilences. Peint sur une façade délabrée, un portrait géant du leader palestinien salue le visiteur. Bien que n'ayant aucune existence légale aux yeux des autorités libanaises, l'O.L.P. intervient à tous les niveaux dans la vie du camp et de ses habitants, majoritairement acquis à sa cause. Une cause dont la défense au travers d'activités intellectuelles, culturelles et d'information tient de la prouesse.

Ici aussi, l'Unrwa met tout en œuvre pour améliorer le sort des réfugiés. D'autres solidarités s'organisent par ailleurs. En majorité avec des O.N.G. locales ainsi qu'avec d'autres, internationales, mais dans une moindre mesure étant donné que les financements étrangers affluent en grande partie vers la Palestine. L'O.L.P. dispense également de l'aide, soit directement, soit par le biais d'organisations populaires — lesquelles, pour être reconnues officiellement, doivent être de droit... libanais. Tout ceci reste malgré

tout insuffisant. C'est le constat établi par Suhaila al-Khatib, directrice de Nabila Brier, une O.N.G. du cru active dans le domaine de l'éducation : « Les conditions sanitaires restent très précaires, des maladies apparaissent et le taux de mortalité continue d'être élevé. Chez certains enfants, on déplore aussi des problèmes liés à la mauvaise alimentation voire à la sous-alimentation. Et je ne vous parle pas de la situation économique, ni des problèmes sociaux. »

Le camp de Saïda est pareil aux autres : un chaudron que l'on sent prêt à exploser à tout moment, dans lequel mijote jusqu'à frémir une population aux abois dont plus d'un tiers a moins de vingt ans. Des jeunes en panne d'avenir pour lesquels l'enseignement est un luxe, l'emploi une gageüre. En cause : le fait que l'accès aux écoles libanaises pour les enfants des camps soit volontairement empêché, si ce n'est sous réserve de places disponibles dans le secondaire et le supérieur. Partant, la communauté des réfugiés tente vaille que vaille de pallier elle-même la pénurie, parallèlement à l'offre saturée des Nations unies — cinquante élèves en moyenne par classe du primaire et seulement trois établissements secondaires pour tout le pays.

## **60 % DE LA POPULATION SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ**

« De toute manière, les jobs intéressants et correctement payés ne sont pas pour nous. Alors, à quoi bon étudier pour ensuite se retrouver à vendre des légumes ou travailler comme esclave dans le bâtiment ? », interroge Ahmed, dix-huit ans, un de ces jeunes qui tuent l'ennui en buvant des cafés turcs adossés aux devantures bancales des petits commerces. De fait, pour exercer une activité rémunérée au Liban, les Palestiniens, en tant qu'étrangers, doivent disposer d'un permis de travail ainsi que l'exige la loi. Or, il n'est pas aisé pour un réfugié d'obtenir ce précieux sésame. Partant, l'exemption accordée aux vingt-deux ouvriers et employés de l'Unrwa, de même qu'aux journaliers (domestiques, salariés agricoles), est presque une bénédiction. Du reste, l'absence d'enregistrement officiel pour toute une série de travaux (tels que ceux du bâtiment) est mise à « profit » par les Palestiniens qui trouvent souvent le moyen de se faire embaucher, moyennant toutefois des salaires de misère. Dont cout : 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Et puis il y a ceux qui ont eu la chance de décrocher un diplôme, mais dont la valeur est nulle sitôt l'enceinte des camps franchie. C'est ce que dénonce Fathi Abou el Ardaat, membre du Conseil national palestinien et responsable des Unions populaires palestiniennes : « La législation libanaise du travail interdit aux Palestiniens l'exercice de septante-quatre professions en dehors des camps. En gros, il s'agit de celles pour lesquelles une qualification est requise », dit-il. Selon lui, « seulement 5 % des ingénieurs palestiniens travaillent au Liban pour des compagnies privées étrangères ou libanaises sans être déclarés officiellement. Les autres, entre quatre-cents et six-cents, gagnent leur vie comme chauffeurs de taxi ou en tenant des petits commerces. Nos quatre-cents médecins et cent-cinquante pharmaciens sont logés à la même enseigne. Certains sont employés par l'Unrwa ou le Croissant Rouge palestinien, tandis que d'autres tiennent une officine ou

## RÉFUGIÉS PALESTINIENS DU LIBAN

une consultation privée dans les camps. Quelques-uns ont trouvé du travail à l'extérieur, dans des hôpitaux privés où leur contrat d'embauche ne garantit ni la protection sociale ni les droits auxquels peuvent prétendre leurs confrères libanais ».

**NI PALESTINIENS, NI LIBANAIS**

Saïda est le principal fief des exilés palestiniens. L'organisation d'Arafat y a pris ses quartiers au cœur du camp de réfugiés. Au détour d'une ruelle en pente douce, de jeunes hommes maousses font les cent pas sous l'averse. Pistolets automatiques et fusils-mitrailleurs sont à la parade. Les « bodyguards » répètent leurs gammes avec ostentation. « *Revolution until victory* », clame le drapeau à l'effigie du raïs palestinien accroché dans le bureau du colonel Khaled Arif, le représentant local de l'O.L.P. L'homme comme le mouvement sont visiblement en mal de légitimité, tenus pour quantité politique négligeable par Beyrouth. Une ultime vexation qui s'ajoute, selon l'officier, aux nombreuses mesures déjà prises à l'encontre de ses compatriotes. Et de renvoyer à la dernière en date, relative au droit à la propriété dont sont à présent dépossédés les Palestiniens, sur la base d'une loi produite en 2000 par le Parlement libanais. De plus, ceux d'entre eux qui sont déjà propriétaires ne peuvent plus désormais transmettre leur maison à leurs enfants. « Si nous ne sommes pas Palestiniens, puisque nous sommes privés de notre terre, et que nous ne sommes pas Libanais, vu que nous n'en avons pas les droits, alors qui sommes-nous en définitive? », questionne le colonel sans attendre de réponse. Qui? Des bannis dont l'horizon se borne aux limites étriquées des enclaves où ils restent confinés. Par crainte de voir la donne du pouvoir dangereusement modifiée, la société libanaise multicommunautaire redoute l'intégration de ces centaines de milliers de musulmans sunnites. Celle-ci risquerait de porter un coup fatal au fragile équilibre installé entre les groupes religieux chrétiens et islamiques qui tiennent les rênes d'un pays disloqué par une guerre civile sectaire dans laquelle la guérilla palestinienne a pris une part active.

« Qu'est-ce que vous espérez trouver là-bas? », nous interroge un vieux bonhomme au visage raviné au moment où nous nous préparons à quitter Saïda. Tandis qu'il attend son tour chez le barbier, nous lui avons fait part de notre intention de nous rendre au camp de Rachidiye, près de Tyr, dans le Sud-Liban. « Ça fait une éternité que je vis dans ce pays et, croyez-moi, les camps, je les connais. Ce que vous allez voir à Rachidiye, vous l'avez vu ici. C'est partout pareil. Il n'y a qu'une chose à écrire dans votre journal: nous, les réfugiés palestiniens du Liban, sommes en train de mourir, et le monde n'en a rien à faire... »

*Frédéric Loire*